La véritable nature du WWF

EMMANUEL GRENIER

Le Fonds mondial de la nature (à l'époque World Wild LifeFund) a été fondé en 1961 dans le but explicite de lever des fonds destinés à financer les activités de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Celle-ci avait été créée en 1948 en Suisse, suivant des statuts rédigés par le Foreign Office britannique. Elle peut se targuer aujourd'hui d'être la plus grande organisation « professionnelle » de conservation à l'échelle internationale, puisqu'y adhérent 103 organismes gouvernementaux et plus de 640 ONG.

Sous prétexte de protéger la nature avec sa politique de « parcs naturels » – véritables enclaves coloniales dans lesquelles les individus n'ont pas le droit d'entrer – le WWF-UICN poursuit en réalité deux objectifs centraux : la réduction de la population mondiale, notamment dans les pays du Sud, et la concentration des matières premières du monde dans les mains de quelques multinationales, surtout anglo-hollandaises.

Depuis sa création, le WWF est dominé par le prince Philip, prince consort de la reine d'Angleterre Elisabeth II. Que la monarchie britannique le dirige ne doit pas nous étonner car, aprés tout, le WWF-UICN est la création de deux grandes institutions impériales du Royaume-Uni : la Société eugénique et la Société pour la préservation de la faune de l'Empire (aujourd'hui FFPS, Fédération pour la préservation de la faune et de la flore, sous le patronage de la reine) qui jeta les bases de la création de parcs naturels dans toute l'Afrique.

L'idéologie de ces institutions est très bien reflétée dans les idées du cofondateur du WWF-UICN, Sir Julian Huxley. Il était obsédé par l'explosion démographique, considérée par lui comme le « problème de notre ère ». De 1937 à 1944, il fut vice-président de la Société eugénique et président lors de la fondation du WWF en 1961. Il était également vice-président du FFPS.

La philosophie de ces deux institutions et par extension celle du WWF, a été inspirée par les idées de sir Francis Galton qui inventa le terme « eugénisme ». Il essaya d'appliquer au domaine humain le concept de « la loi du plus fort », appelé « sélection naturelle » par son cousin Charles Darwin. L'objectif de son « Mouvement pour l'amélioration de la race » fut explicitement de « créer une nouvelle race supérieure », à l'aide de l'eugénisme, sous-entendu en « triant » les plus faibles.

Nommé premier directeur général de l'Unesco en 1946, Julian Huxley resta fidèle à ses idées eugéniques. Il écrivit dans le document fondateur : « *Même s'il est vrai qu'il sera impossible pour des raisons politiques et psychologiques, de réaliser une politique eugénique radicale pour de nombreuses années il est important que l'Unesco (...) fasse en sorte que l'opinion publique soit informée des enjeux afin que beaucoup de ce qui est impensable actuellement puisse au moins devenir pensable* ».

Selon Huxley, la solution était un gouvernement mondial, et la « conservation de la faune » devait constituer un moyen d'arriver à cette fin. Huxley affirmait que « *la propagation de l'homme doit céder la place à la conservation d'autres espèces* ».

En 1960, alors que de nombreux pays africains préparaient leur indépendance, Julian Huxley, alors âgé de 74 ans, fit une tournée de trois mois sur le continent noir pour expliquer que les nouvelles nations ne seraient pas capables de conserver la faune. Il fallait donc que quelqu'un d'autre s'y consacrât. Quelques mois plus tard, avec l'aide du prince Philip, le WWF fut créé.

QUI FINANCE LE WWF ?

Le Club 1001, fondé en 1971 par le prince Bernhard des Pays-Bas, conjoint de la reine Juliana de la Maison d'Orange, pour financer le WWF, est restreint à tout moment à 1001 membres et seulement sur invitation. Le Club a fait don d'un immeuble dans la ville suisse de Gland, qui abrite actuellement le siège central du WWF et de l'Union mondiale pour la nature (UICN). Les premiers membres ont été personnellement choisis par le prince Bernhard et le prince Philip, duc d'Edimbourg.

LE PRINCE BERNHARD DES PAYS-BAS

Il n'est pas exagéré d'affirmer que, sans lui, le mouvement écologiste international n'existerait pas sous sa forme actuelle, même si peu nombreux sont ceux qui en ont aujourd'hui conscience.

A l'origine, le prince Bernhard (décédé à l'âge de 93 ans en 2004) était allemand et reçut le titre de Prince de LippeBiesterfeld en 1911. Il acquit très rapidement les habitudes colonialistes de l'aristocratie européenne, comme la chasse dans les safaris, pratique qui trouve une étrange résonance dans les politiques de « parcs naturels » du WWF. Dans les années 30, il reçut un entraînement de pilote dans l'armée allemande et fut officier chez les SS. Il rejoignit ensuite le conseil d'administration d'une filiale de IG, le géant de la chimie, Farben Bilder. Les dirigeants de IG Farben ont joué un rôle très important dans le « Cercle des amis de Heinrich Himmler ». Huit des quarante membres de ce cercle qui a financé Himmler ont été dirigeants de IG Farben ou de ses filiales. On se souviendra aussi que IG Farben a notamment produit le fameux Zyklon B, gaz utilisé dans les camps d'extermination nazis.

En raison de ses antécédents nazis, le mariage de Bernhard avec la reine Juliana en 1937, créa un scandale aux Pays-Bas. Il conserva cependant ses contacts avec le régime nazi selon le ministre des Affaires étrangères d'Hitler, Joachim von Ribbentrop, Bernhard reçut en 1937 au palais royal de Hollande, l'officier SS Langenheim qu'il instruisit sur la situation politique néerlandaise et le rôle du parti nazi local. Néanmoins, l'historiographie officielle rapporte que Bernhard s'est opposé aux nazis pendant la guerre. Au début des hostilités, il passa en Angleterre avec sa famille et entra dans la RAF ; il participa ensuite à l'organisation de la résistance hollandaise et devint, en 1944, commandant des forces armées hollandaises. Il ne put cependant cacher sa sympathie pour le général allemand Blasckowitz, accusé par la suite de crimes de guerre.

Notre prince écologiste ne s'est pas simplement intéressé à l'industrie chimique, mais il s'est retrouvé après la guerre au conseil d'administration de nombreuses multinationales comme Fokker Aircraft ou KLM Royal Dutch Airlines. En mai 1954, il lança les réunions du Groupe Bilderberg. Ce groupe rassemble un certain nombre de dirigeants politiques, économiques et intellectuels du monde occidental, et se réunit une fois par an pour discuter des affaires du monde. Par exemple, en mai 1973, le groupe Bilderberg se retrouva dans l'ile de Saltsjoebaden en Suède, sous la direction du prince Bernhard de Hollande pour discuter d'un scénario basé sur une augmentation imminente de 400% des revenus du pétrole de l'OPEP. Parmi les participants figuraient Robert O. Anderson de Atlantic Richfield Oil Co. (homme qui finança le premier « Jour de la Terre » américain sur ses deniers personnels) ; lord Greenhill, président de British Petroleum ; Sir Eric Roll de SG Warburg, créateur des eurobonds ; George Hall de la banque d'investissement Lehman Brothers qui, dix ans plus tôt, avait participé avec son ami Siegmund Warburg à la création du marché des eurodollars ; David Rockefeller de la Chase Manhattan ; Zbigniew Brzezinski, le futur conseiller à la

sécurité nationale du Président Carter ; et bien entendu Henry Kissinger, l'éminence grise du Président Nixon. Quelques mois plus tard, le 6 octobre 1973, l'Egypte et la Syrie envahissaient Israël, lançant ainsi la guerre du Yom Kippour qui se solda par le premier choc pétrolier et l'augmentation de 400% des prix du pétrole. Un arrêt de la croissance industrielle des « Trente glorieuses », une aubaine pour les écologistes...

En 1976, le prince Bernhard dut abandonner la présidence du WWF à la suite d'une série de scandales. Le plus retentissant d'entre eux fut la révélation qu'il avait reçu un pot-de-vin de 1,1 million de dollars de l'avionneur Lockheed Corp. pour influencer le gouvernement hollandais dans l'acquisition d'avions de chasse. Le prince consort nia toute implication : « Je suis au-dessus de ce genre de choses » répéta-t-il à la presse à l'époque. Cependant, il avoua sa culpabilité au quotidien *Groene Amsterdammer*, dans un entretien qui ne fut publié qu'au lendemain de sa mort. « J'ai toujours gagné beaucoup d'argent. je n'avais donc pas besoin de ce million de Lockheed. Comment ai-je pu être aussi bête ? » déclara-t-il au rédacteur en chef du journal.

Il fut remplacé à la présidence par le prince Philip d'Angleterre, un autre consort raciste et corrompu, qui avait déjà participé à la fondation du WWF et qui fut le premier président du WWF au RoyaumeUni.

Mais le prince Bernhard, s'il en avait abandonné la présidence, n'avait nullement coupé ses liens avec son « bébé », comme nous allons le voir.

D'autres scandales liant Bernhard avec le milieu éclatèrent dans les années 1970. Il fut notamment impliqué dans une affaire avec le banquier suisse, Tibor Rosenbaum, l'homme de main du financier de la mafia, Meyer Lansky.

Dans les années 80 et 90, le prince Bernhard défraya la chronique avec ses activités africaines. Il avait donné 700 000 livres au WWF en 1988, mais le directeur de l'organisation écologiste de l'époque, Charles de Haes, lui en restitua 500 000 l'année suivante pour ce qu'il appelait un projet privé, le « Projet Lock ». En 1991, des journalistes indépendants révélèrent ce dont il s'agissait. Le prince Bernhard avait embauché des mercenaires, pour la plupart anglais, pour se battre contre les indigènes qui braconnaient dans les parcs naturels africains. Cependant, cette organisation paramilitaire n'était pas tant intéressée par la protection des éléphants, mais cherchait plutôt à se débarrasser de gêneurs dans son propre trafic illégal d'ivoire ! Le journaliste irlandais Kevin Dowling découvrit que l'armée d'Afrique du Sud était elle-même impliquée dans ce trafic, et mit ainsi en évidence des liens entre le WWF et le maintien du régime de l'Apartheid. En 1995, mandatée par Nelson Mandela, la Commission Kumleben enquêta sur l'implication du WWF dans l'Apartheid, et suggéra dans son rapport que les mercenaires du Projet Lock avaient planifié des assassinats de leaders de l'ANC [1] et utilisé les réserves naturelles pour entraîner des groupes terroristes.

LA « CONSERVATION DE LA FAUNE » DEVAIT CONSTITUER UN MOYEN D'ARRIVER À LA CONSTITUTION D'UN GOUVERNEMENT MONDIAL.

Toutes ces révélations ont fait l'objet d'articles en Hollande, dont les plus radicaux ont été attaqués en diffamation par le WWF, mais le tribunal hollandais a jugé en 1998, au vu des documents rassemblés, qu'il était justifié de qualifier le WWF « d'organisation criminelle ». En conclusion de son éloge mortuaire, Claude Martin, directeur général de WWF International, écrit : « Le prince Bernhard a fourni au WWF une source d'inspiration et un soutien inestimables. C'est pour nous une grande perte. » Pas un mot de critique, pas de rappel du passé nazi du prince Bernhard, alors que même le London Times en fait mention. Etant donné la qualité remarquable de l'équipe de communication de Claude Martin, il est inconcevable qu'il n'ait pas eu accès aux informations que nous donnons ici. Il y a donc de quoi frémir quand il déclare que le prince Bernhard est une « source d'inspiration »...

LE PRINCE PHILIP D'ANGLETERRE

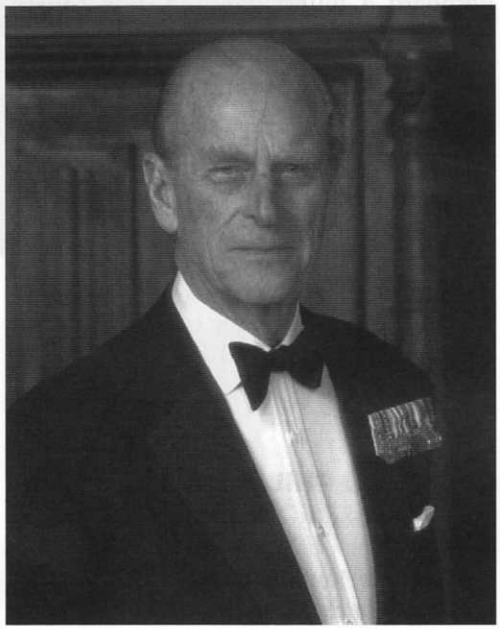
Le livre de Jonathan Petropoulos *Royals and the Reich* paru en mai 2006 confirme

Le prince Bernhard de Hollande

1. L'ANC (African National Congress) a été l'un des principaux mouvements d'opposition au régime d'apartheid mis en place par la minorité blanche en Afrique du Sud.

que le WWF a été fondé par deux anciens sympathisants du régime d'Adolf Hitler, le prince Philip d'Angleterre, et le prince Bernhard de Hollande. Dans une interview donnée à un professeur américain, le prince Philip explique enfin, après plus de 60 ans de silence, l'attirance qu'il avait pour le régime nazi et pour Adolf Hitler. Même s'il ne s'est jamais considéré comme antisémite il reconnaît qu'il avait de « *fortes inhibitions à propos des juifs* » et une « *jalousie pour leur réussite* ». Il reconnaît également une fascination pour Hitler qui était parvenu à faire « *arriver les trains à l'heure* » après le chaos de la République de Weimar. « *Je peux comprendre que les gens soient pris par quelque chose ou quelqu'un qui semble faire appel à leur patriotisme et qui essaye de faire marcher les choses. Vous pouvez comprendre à quel point c'était attirant.* » Il ajoute qu'il y avait « *beaucoup d'enthousiasme pour les nazis à l'époque : l'économie marchait bien, nous étions anti-communistes et l'on ne pouvait pas savoir ce que ce régime allait donner* ».

Sur l'une des photographies prise en 1937 à l'occasion de l'enterrement de sa sœur aînée (disponible sur le site Internet du *Daily mail*), on trouve le Prince Philip alors âgé de 16 ans entouré de proche parents en uniforme SS ou en chemises brunes. Un rang derrière, on trouve son oncle, Lord Mountbatten. Philip est né en 1921 à Corfou, prince du Danemark et de Grèce, c'était le seul fils et le plus jeune des cinq enfants du prince Andrew de Grèce et de la princesse Alice de Battenberg. Ses quatre sœurs ont toutes épousé des princes allemand et trois d'entre elles – Sophie, Cécile et Maragarita – sont devenues membres du parti nazi. Le mari de Sophie, le prince Christoph de Hesse, a été le chef du bureau de renseignement de Hermann Goering. Sur une photo prise lors du mariage de ce dernier, on trouve d'ailleurs la plus jeune sœur du prince Philip assise en face d'Hitler.



Le Prince Philip d'Angleterre

Cette « attirance » pour le régime nazi était certes très répandue dans les cercles aristocratiques britanniques. A commencer par le président de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman, qui donnait quotidiennement ses instructions au ministre des Finances de Hitler, Haljmar Schacht, jusqu'à la déclaration de guerre ! Ces cercles aristocratiques considéraient qu'il y avait un intérêt géopolitique à voir Hitler et Staline s'affronter dans une guerre totale qui allait détruire l'Europe continentale, perçue depuis toujours comme une menace à leurs intérêts financiers impériaux.

Ces faits étaient surtout connus jusqu'ici dans le monde du renseignement. Auparavant, la presse britannique avait souvent glosé sur le caractère raciste du prince Philip, un racisme larvé que l'on retrouve fréquemment dans l'attitude du WWF vis-à-vis du tiers-monde. Ainsi, visitant une usine d'électronique écossaise en 1999, près d'Edimbourg, il s'était arrêté devant une antique boîte de fusibles abimée pour lancer : « *On dirait qu'elle a été montée par un Indien.* ». Dans les heures qui suivirent ces propos racistes, des protestations s'élevèrent de la part de groupes et de minorités ethniques qui forcèrent Buckingham Palace à faire des excuses publiques. À un étudiant britannique sur le départ pour l'Asie, il avait aussi conseillé de « *ne pas rester trop longtemps en Chine, sinon il aurait les yeux bridés* ». Plus généralement, le prince Philip pense que les habitants des anciennes colonies, plus particulièrement les anciens sujets britanniques du sous-continent indien, ont un manque génétique – et donc culturel – de qualités. Selon lui, les gens « de couleur » prolifèrent, provoquant ainsi une « surpopulation » qui détruit l'environnement et épuise les ressources naturelles. En 1989, le royal consort avait déclaré : « *Si j'étais réincarné, je voudrais être un virus mortel* », expliquant ainsi qu'il contribuerait ainsi à résoudre le problème de la surpopulation dans le tiers-monde.

Si la presse a fréquemment relevé ces dérapages, elle ne s'était encore jamais attaquée à son passé pro nazi. Aujourd'hui que ces faits deviennent publics, répercutés

Le nazisme

« L'adhésion au nazisme n'est pas un fait de biographie ordinaire parce que le nazisme ne saurait être comparé à quelque forme du monde ambiant que ce soit : ce n'est pas une forme du monde, ce n'est même pas la continuation ou l'exaspération d'un système de domination antérieur. Il est peut-être exact que l'insertion du philosophe dans le monde, par tous les évènements de sa vie quotidienne, n'intéresse pas la philosophie. Mais le nazisme est la rupture, non seulement de l'univers des cultures qu'il agressa, mais de la forme même qu'à priori doit prendre un monde pour être un univers de culture. Donner sa foi à une telle politique, ce n'est donc pas tenir sa place tant bien que mal, dans un monde pré-formé, c'est faire de son acte d'exister un renfort pour cela qui fait triompher la pulsion de mort sur les formes nécessaires, symboliques ou imaginaires de la civilisation. » *Heidegger et le nazisme par Victor Farias (Ed Verdier)*

Officier SS : On distingue une tête de mort sur la casquette

dans les tabloïds anglais à l'occasion du 85e anniversaire du prince, il serait temps pour le WWF de faire le nettoyage sur son passé et sur celui de ses deux co-fondateurs.

LES AUTRES MEMBRES DISTINGUÉS DU CLUB 1001

Le prince Henrik. Président du WWF au Danemark.

Le prince Juan Carlos fut membre fondateur et président d'honneur du WWF Espagne, avant de devenir roi d'Espagne.

Le prince Sadruddin Aga Kahn. Le titre « Altesse » lui fut conféré par la reine Elisabeth II en 1957, alors qu'il était rédacteur de *Paris Review*, publication cofondée par John Train.

Le prince Johannes von Thurn und Taxis (décédé). Héritier de l'une des plus puissantes « familles princières » du Saint Empire romain germanique. Sa famille posséde d'énormes propriétés en Bavière, au Portugal, en Italie et au Brésil. Son père, Max, hébergea pendant longtemps le quartier général de l'Allgemeine SS dans un château de Ratisbonne en Bavière.

Bertold Beitz. Directeur de la Fondation Alfred Krupp von Bohlen et Halbach. En 1953, il prit la direction de Krupp Industries.

Conrad Black. PDG de la société Hollinger, conglomérat de presse avec de nombreux journaux en Grande Bretagne, au Canada, aux Etats-Unis, en Israël et en Australie. La Hollinger s'est d'abord appelée l'Argus Corporation et est issue, après la deuxième guerre mondiale, de la War Supplies Ltd, une société écran du renseignement britannique pendant le conflit. Empire de presse au service de la maison Windsor, Hollinger a pris la tête des campagnes de presse contre le président américain Bill Clinton.

Le baron Aubrey Buxton d'Alsa. Vice-président du WWF Royaume-Uni. La famille Buxton dirige la Barclays Bank.

Peter Cadbury. Président des Preston Publications et du George Cadbury Trust. L'empire du chocolat des Cadbury a une influence dominante sur les économies d'Afrique occidentale.

Dr Luc Hoffmann. Vice-président du WWF International et de l'UICN (1966-1969) ; directeur de Hoffmann-Laroche, la société pharmaceutique suisse.

Alexander King. Cofondateur avec Aurelio Peccei du Club de Rome en 1968, et co-auteur du livre *Halte à la croissance !* qui remit en valeur l'argument malthusien

en faveur d'une réduction drastique de la population mondiale.

Jonkheer John H. Loudon. Fait chevalier des familles royales britanniques et hollandaises. Choisi personnellement par le prince Bernhard en 1977 pour lui succéder à la présidence du WWF international, il est l'ancien PDG du groupe Royal Dutch Shell.

Sir Peter Scott (décédé). Chevalier de l'Empire britannique, président du WWF depuis ses débuts en 1961. Président de la Commission du service de survie de l'UICN depuis 1963. Fondateur du Wildfowl Trust (Fonds du gibier d'eau) en 1964.

Maurice Strong. Vice-président du WWF International jusqu'en 1975. Premier directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) jusqu'en 1975, et avant cela, secrétaire général de la Conférence sur l'environnement humain de l'Onu pendant deux ans. Président du bureau de l'UICN, sous-secrétaire général des Nations unies (1985-1987), il fut chargé de diriger le sommet de la Terre de Rio de Janeiro, en 1992. Nommé par le gouvernement canadien président de Petro-Canada (1976-1978) ; président d'Ontario Hydro.

Gustavo Cineros. Millionnaire vénézuélien proche de milieux blanchissant l'argent de la drogue. Début 1994, la banque dirigée par sa famille, la Banco Latino, fit faillite et fut saisie par le gouvernement vénézuélien. Son frère Ricardo, directeur de la Banco Latino est depuis lors en fuite. Gustavo dirigeait la principale organisation écologiste du pays (BIOMA) jusqu'à ce qu'elle soit fermée pour avoir fait réaliser un film truqué dénonçant le massacre des dauphins.

D.K. Ludwig (décédé). Homme d'affaires qui a fait fortune en détruisant les forêts humides d'Amazonie. Il aida par la suite Meyer Lansky, le parrain du syndicat du crime organisé, à établir son empire de blanchiment de narcodollars dans les Bahamas.

Fred Meuser. L'homme qui transmit le pot-de-vin de 1,1 million de dollars de la société Lockheed au prince Bernhard.

Tibor Rosenbaum (décédé). Premier chef de la logistique du Mossad. Sa Banque du crédit international (BCI) a été qualifiée par le magazine *Life* en 1967 de « blanchisserie » pour Meyer Lansky.

Louis Mortimer Bloomfield (décédé). Cofondateur du WWF Canada, il fut un agent de renseignement britannique affecté au FBI pendant la deuxième guerre mondiale. Il présida ensuite à Montréal la société Permindex, société que le procureur du district de la Nouvelle Orléans, Jim Garrison, accusa d'avoir joué un rôle dans l'assassinat du président Kennedy. Les services secrets français établirent que Permindex avait recyclé 200 000 dollars à travers la BCI dans le but de financer diverses tentatives d'assassinat contre le général de Gaulle. Permindex fut expulsé de France et d'Italie.

Robert Vesco. Fugitif international, considéré comme la « connexion américaine » du cartel de Medellin.

Anton Rupert. Co-fondateur du Club 1001 et président du WWF Afrique du Sud. Propriétaire du tabac Rembrandt et protégé de sir Stewart Menzies, chef du MI-6 britannique pendant la deuxième guerre mondiale.

Henry Keswick. Président de Jardine Matheson, la société britannique créée par Lord Palmerston pour s'occuper du trafic d'opium en Extrême-Orient au XIXe siècle. Son frère, John Keswick, a été directeur de la Banque d'Angleterre et président de la Hambros Bank, laquelle soutient le WWF.

Edmond Safra (décédé). Président de la Safra Bank, ancien propriétaire de l'American Express. Soupçonné de blanchir de l'argent sale, il a fait l'objet d'enquêtes de la part des gouvernements suisse et américain. Il est mort à Monaco dans un incendie criminel.

LE WWF EN EUROPE

Les projets du WWF en matière de « parcs naturels » et de « zones protégées » ne se limitent pas à l'Afrique, même si c'est sur ce continent qu'ils prennent leur forme la plus brutale – c'est justement là que le « mondialisme » prend le plus le pas sur les Etats et les institutions nationales à l'heure actuelle. En fait, le WWF à prévu pour les cinq continents des projets de redécoupage des frontières, y compris en Europe et en Amérique du Nord, qui visent à faire exploser partout la souveraineté nationale.

La chute du communisme semble, par exemple, avoir constitué un cauchemar pour le prince Philip, car à cette époque, certains milieux industriels en Europe, influencés en cela par des propositions de l'économiste américain Lyndon LaRouche, avaient envisagé de lancer un programme de développement industriel

et d'infrastructure comprenant entre autres un vaste réseau ferroviaire entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Le WWF à publié une étude intitulée *Parcs pour la vie : Action en faveur de zones protégées en Europe* qui a été présenté à la presse le 19 septembre 1994 à Bruxelles. A la lecture de ce rapport de 150 pages, on trouve un étonnant éloge du rideau de fer qui aurait contribué à préserver la pureté écologique en Europe ! Tout au long de ce rapport, les auteurs se prononcent contre « les grands projets d'infrastructure » et pour l'extension des terres non exploitées.

LE WWF EN FRANCE

Le WWF sert de structure de coordination à l'ensemble des organisations écologistes pour leurs différentes actions contre les projets infrastructurels. Avec un budget annuel de 3 millions d'euros, provenant essentiellement du mécénat d'entreprises, il mène une campagne assidue pour instaurer le « développement durable » dans tous les secteurs de la vie française. Par ce terme, le WWF entend surtout la « protection des milieux naturels », à laquelle il consacre 43 % de son budget.

C'est ainsi que l'opération qui a permis de bloquer les programmes de l'EPALA (Etablissement public de l'aménagement de la Loire et de ses affluents) a été menée par une association, Loire vivante, dont l'essentiel du fonctionnement était assuré par le WWF. C'est en effet lui qui payait le salaire du permanent suisse de cette association, Roberto Epple. Cette opération a d'ailleurs réussi puisque, après moult retournements et tergiversations des gouvernements Rocard, Cresson et Bérégovoy, il était finalement décidé en janvier 1994 – donc par le gouvernement Balladur – d'abandonner deux projets de barrage, dont celui de Serre de la Fare, le plus controversé des ouvrages proposés par l'EPALA.

En 1988, le duc d'Edimbourg se rendait en personne au Bec d'Allier, l'observatoire installé par le WWF au confluent de la Loire et de l'Allier, et y lançait son « Vive la Loire sauvage ! » Se développait ensuite une campagne à l'échelle européenne, dont le cri de ralliement était « Sauvons la Loire, dernier fleuve sauvage d'Europe ». Les organisations écologistes des quatre coins de l'Europe, rameutées par le WWF, venaient soutenir les opposants à l'aménagement de la Loire. Ceux qui ont tout perdu suite aux inondations apprécieront l'éloge ainsi consacré à la « sauvagerie » d'un fleuve qui a accompagné pendant plus de dix siècles l'histoire de France. Sauvagerie qui peut se résumer en deux chiffres : en plein été, le débit de la Loire peut descendre jusqu'à 50 m^3/s (le quart de celui de la Seine au mois de juillet sous les ponts de Paris) ; lors d'une grande crue, ce même débit peut soudain s'élever jusqu'à 8000m^3/s. La grande colère de la Loire de 1980 faisait ainsi 8 morts et plus de 500 millions de francs de dégâts.

Selon la philosophie du WWF, « l'homme doit abandonner les zones dangereuses », ce qui revient essentiellement à dire que l'homme doit disparaître de la surface de la planète. C'est pourquoi le WWF fait abondamment campagne contre les projets de barrage de la Loire, n'hésitant pas à s'allier pour l'occasion à une organisation aussi extrémiste que Robin des Bois, fondée par Jacky Bonnemains, un dissident de Greenpeace.

Le WWF travaille aussi directement avec Greenpeace. Le directeur de la communication du WWF, Pierre Mollier, avoue ainsi « *rencontrer au minimum une fois par semaine mes collègues de Greenpeace, au moins pendant la période de la conférence de la Commission baleinière internationale* ». S'il y a parfois désaccord sur les méthodes entre les deux organisations, il y a complet accord sur le but à atteindre : arrêter ce qu'ils appellent le « développement insoutenable qui détruit la planète ».

CE QUE PENSENT LES DIRIGEANTS DU WWF

L'entretien suivant a été accordé en 1983 à un représentant du magazine américain EIR [2] par M. Thomas Lovejoy, à l'époque dirigeant du WWF Etats-Unis et PDG de la compagnie d'assurance Metropolitan Life Co.

Thomas Lovejoy : Je veux clarifier les choses d'emblée : il y a des gens qui font circuler des histoires très sales selon lesquelles le WWF essaye d'empêcher le moindre investissement dans le secteur en voie de développement, qu'il rejette toute industrie, que nous ne nous intéressons

2. EIR : Executive Intelligence Rewiew

qu'aux animaux et aux plantes... C'est un mensonge...

Mais le WWF n'a-t-il pas pris le parti des petits animaux et des plantes exotiques contre le développement industriel et le développement des ressources dans certains endroits ?

Thomas Lovejoy : Certes. Mais cela ne veut pas dire que nous nous opposons à tout développement. Nous nous opposons à tout développement désordonné et négligent. Je veux que cela soit clair, parce que sinon des gens importants vont en tirer une mauvaise impression. Savez-vous qui je suis ? Savez-vous vraiment qui je suis ? Je suis le président du Comité exécutif du conseil d'administration de la Metropolitan Life. Savez-vous qui est vraiment Russell Train [Président du WWF américain et ancien officier de l'Otan] ? Il est membre du conseil d'administration d'Union Carbide. Qui croyez-vous, nom d'un chien, qui fait les investissements dans le secteur en voie de développement ? Qui profite ? Regardez donc le conseil de direction du WWF et vous y trouverez les dirigeants du monde des affaires industrielles et financières. C'est nous qui faisons les investissements. Nous faisons les profits et nous voulons continuer...tout en protégeant les petits animaux... Le problème numéro un, ce sont ces satanés secteurs publics et nationaux des pays en voie de développement ! Ces pays pensent qu'ils ont le droit de développer leurs ressources comme ils l'entendent. Ils veulent devenir des puissances, des Etats souverains et ils s'affairent. Nous pensions que nous pourrions mieux contrôler tout cela en raisonnant leurs dirigeants, ces crétins nationalistes. Mais nous avons surestimé notre capacité à contrôler ces gens-là, nous allons devoir ajuster le tir. L'ajustement sera certainement très douloureux. Le véritable problème, c'est ce stupide nationalisme et les plans de développement auquel il conduit.

Comment en venir à bout ?

Thomas Lovejoy : Ce n'est pas facile. Avant tout, il faut commencer par contrôler le ministère du Plan dans ces pays-là, surtout dans les grands pays. La crise de la dette est particulièrement opportune. Elle présente des risques mais aussi des promesses. Elle va imposer des coupes claires, des choix pénibles. Il devrait être possible de briser certains de ces grands combinats nationaux, comme l'industrie pétrolière mexicaine, parce qu'ils sont inefficaces et gros dévoreurs de capitaux.

Comment ferez-vous pour changer le programme d'investissement ? Ce n'est pas facile...

Thomas Lovejoy : C'est vrai, mais ce n'est pas impossible, Nous suggérons que si vous faites usage des considérations écologiques que nous soulevons, cela permet de retracer le plan des stratégies de développement. Prenez le Brésil où il y a d'ambitieux programmes de développement de l'aluminium. L'idée est excellente, mais on ne peut pas le faire sans une énorme quantité d'énergie. C'est là que les problèmes commencent. Les Brésiliens – je suis au courant, j'ai dix-sept ans d'expérience avec eux – pensent que s'ils développent l'Amazone, ils deviendront une superpuissance. Ils se montent la tête avec tout ça. Alors, il faut être prudent. On peut les acheter avec moins. Laissez-les développer leur bauxite et autres, et pendant ce temps, restructurez les plans afin de diminuer le développement du secteur énergétique, pour des raisons écologiques. A ce moment-là, nos amis du ministère du Développement s'exclament que c'est vraiment une très bonne idée...

Et qui fera les profits sur les développements de la bauxite ?

Thomas Lovejoy : Les fonds pour investir viendront de tous côtés et les profits seront largement répartis, et les amis du WWF seront au beau milieu de tout ça. C'est pour cela que je dis qu'il est absurde de nous présenter comme opposés au développement. Nous avons un problème avec les nations et certes les nations en tant qu'institutions font obstacle à toutes sortes de choses – notamment aux projets profitables et écologiquement sains. Mais c'est un mensonge hystérique de nous accuser d'être antidéveloppement.

LES PARCS NATURELS EN AFRIQUE

Le WWF n'a pas innové en matière de parcs naturels. Si l'on étudie de près l'histoire de l'empire colonial britannique, l'on constatera que ce dernier a mis en place

vis-à-vis de ses colonies – et en particulier en Afrique – des politiques qui ressemblent étrangement pour certains aspects à ce que le prince Philip propose pour l'écologie de la planète.

La lecture d'une carte d'Afrique où se dessinent les frontières des parcs nationaux peut être une activité enrichissante. D'abord, on est frappé par la simple dimension de ces systèmes : la superficie du parc Kruger en Afrique du Sud est, par exemple, comparable à celle de la Lorraine, tandis que le vaste complexe de parcs en Zambie recouvre une étendue supérieure à la Grande Bretagne. Un autre aspect saisissant de cette carte est le grand nombre de parcs et de réserves qui sont situés sur des réserves nationales. Dans bien des cas ils constituent des ensembles binationaux ou trinationaux à califourchon sur des frontières communes.

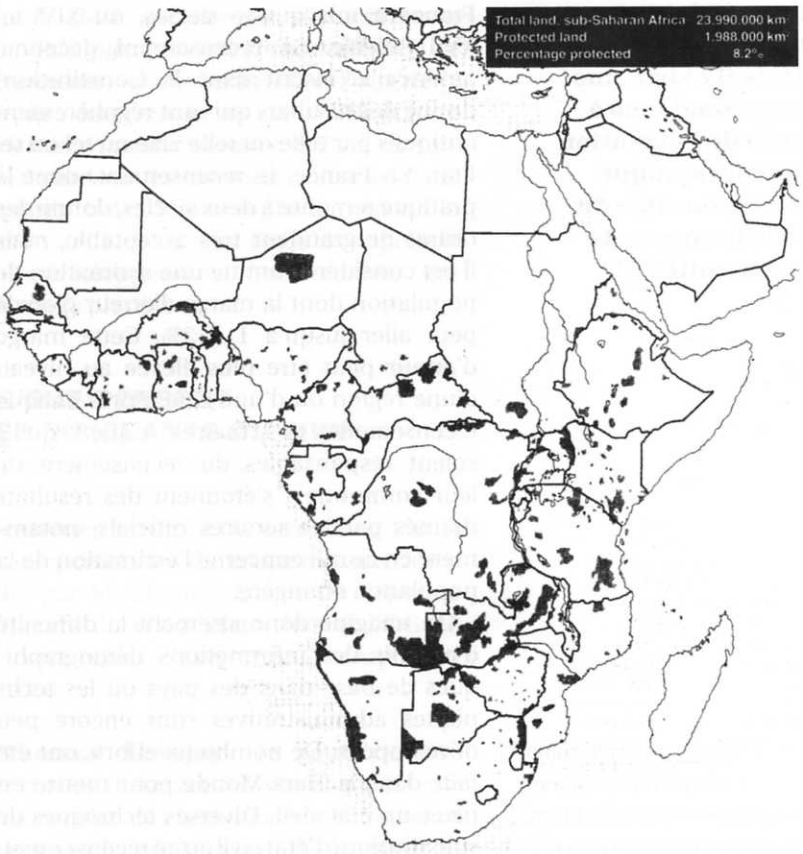
Il n'y a rien de spécifique à conserver précisément sur ces frontières qui ont été tracées arbitrairement par les empires coloniaux. A cette époque, ces zones dans lesquelles les indigènes n'avaient pas le droit de pénétrer, constituaient pour l'oligarchie coloniale des zoos dans lesquels elle pouvait venir librement chasser ou contempler une nature apparemment vierge d'activité humaine. Aujourd'hui, ces réserves constituent de véritables zones d'instabilité politique qui permettent de maintenir l'Afrique dans un état permanent de guerres, de coups d'Etat, de massacres et... de non-développement. Dans un tel contexte, les richesses naturelles ne sont pas exploitées pour élever le niveau de vie de la population mais demeurent simplement sous le contrôle de quelques cartels miniers du Commonwealth anglo-américain.

Donnons deux exemples :

- Ouganda/Soudan. Le dernier bastion de l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA) au Soudan est la ville de Nimuli sur la frontière avec l'Ouganda. Il est approvisionné à la fois depuis le parc national tout proche de Nimuli qui se trouve à la frontière avec l'Ouganda, et depuis le parc de la vallée de Kidepo dans le Nord de l'Ouganda. Ce dernier sert aussi de centre de commandement et d'entraînement du SPLA.

Depuis les années 60 au moins, différents groupes ougandais ont lancé des opérations militaires contre le Sud du Soudan à partir du parc Kidepo. Celui-ci a été crée en 1962, contre l'avis des spécialistes de la conservation sur place qui contestaient surtout son emplacement. Certains maintiennent qu'il avait été créé uniquement pour faciliter la subversion par la Grande-Bretagne, du Soudan devenu indépendant en 1956. Le fondateur du WWF, Peter Scott, fut aussi pendant longtemps le président du département ougandais des parcs.

-Ouganda/Congo-Zaïre. Pendant les années 60 et 70, le KGB formait des mouvements de libération de l'Afrique australe dans des parcs nationaux de l'Ouganda et du Zaïre. Parmi ces mouvements, il y avait l'Union des peuples du Zimbabwe (ZAPU) et sa scission, l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), le Congrès national d'Afrique du Sud (ANC) et sa scission, le Congrès Pan-Africain (PAC).

Les endroits utilisés faisaient partie du complexe des parcs nationaux de l'Ouest de l'Ouganda et de l'Est du Zaïre, dont le parc zaïrois Virunga, le complexe de parcs reine Elisabeth et le parc Gorille d'Ouganda. Ces mêmes parcs devaient servir plus tard aux invasions ougandaises du Rwanda en 1990 et 1994.

Carte des parcs naturels du WWF